ΕΦΗΜΕΡΙΣ ΤΗΣ ΚΥΒΕΡΝΗΣΕΩΣ

ΤΟΥ ΒΑΣΙΛΕΙΟΥ ΤΗΣ ΕΛΛΑΔΟΣ

ΕΝ ΑΘΗΝΑΙΣ ΤΗι 11 ΝΟΕΜΒΡΙΟΥ 1964	ΤΕΥΧΟΣ ΠΡΩΤΟΝ	ΑΡΙΘΜΟΣ ΦΥΛΛΟΥ 211

ΠΕΡΙΕΧΟΜΕΝΑ

ΝΟΜΟΘΕΤΙΚΑ ΔΙΑΤΑΓΜΑΤΑ

4414. Περὶ κυρώσεως τῆς Εὐρωπαϊκῆς Συμφωνίας διὰ τὴν προστασίαν ἐκπομπῶν τηλεοράσεως, ὑπογραφείσης ἐν Στρασβούργῳ τὴν 22αν Ἰουνίου 1960. 1

4415. Περὶ κυρώσεως τοῦ Συμφώνου «διὰ τὴν προσωρινὴν εἰσαγωγὴν ἀτελῶς, ὑπὸ μορφὴν χρησιδανείου, ὑλικοῦ ἰατροχειρουργικοῦ καὶ ἐργαστηριακοῦ διὰ τὰ ὑγειονομικὰ ἱδρύματα, πρὸς τὸν σκοπὸν διαγνώσεως ἢ θεραπείας» ὑπογραφέντος ἐν Στρασβούργῳ τὴν 28ην Ἀπριλίου 1960. 2

ΝΟΜΟΘΕΤΙΚΑ ΔΙΑΤΑΓΜΑΤΑ

(1)

ΝΟΜΟΘ. ΔΙΑΤΑΓΜΑ ΥΠ' ΑΡΙΘ. 4414

Περὶ κυρώσεως τῆς Εὐρωπαϊκῆς Συμφωνίας διὰ τὴν προστασίαν ἐκπομπῶν τηλεοράσεως, ὑπογραφείσης ἐν Στρασβούργῳ τὴν 22αν Ἰουνίου 1960.

ΚΩΝΣΤΑΝΤΙΝΟΣ
ΒΑΣΙΛΕΥΣ ΤΩΝ ΕΛΛΗΝΩΝ

Ἔχοντες ὑπ' ὄψει τὰς διατάξεις τοῦ ἄρθρου 35 τοῦ Συντάγματος καὶ τὴν ἀπὸ 12 Ὀκτωβρίου 1964 σύμφωνον γνώμην τῆς κατὰ τὴν παράγραφον 2 τοῦ αὐτοῦ ἄρθρου 35 Εἰδικῆς Ἐπιτροπῆς ἐκ Βουλευτῶν, προτάσει τοῦ Ἡμετέρου Ὑπουργικοῦ Συμβουλίου, ἀπεφασίσαμεν καὶ διατάσσομεν:

Ἄρθρον μόνον.

Κυροῦται καὶ ἔχει ἰσχὺν Νόμου ἡ ὑπογραφεῖσα ἐν Στρασβούργῳ τὴν 22αν Ἰουνίου 1960 Εὐρωπαϊκὴ Συμφωνία διὰ τὴν προστασίαν ἐκπομπῶν τηλεοράσεως, ἧς τὸ κείμενον ἕπεται ἐν τῷ εἰς τὴν γαλλικὴν πρωτοτύπῳ καὶ ἐν ἑλληνικῇ μεταφράσει.

Ἐν Ἀθήναις τῇ 31 Ὀκτωβρίου 1964.

ΚΩΝΣΤΑΝΤΙΝΟΣ
Β.

ΤΟ ΥΠΟΥΡΓΙΚΟΝ ΣΥΜΒΟΥΛΙΟΝ

Ο ΠΡΟΕΔΡΟΣ

ΓΕΩΡΓ. ΠΑΠΑΝΔΡΕΟΥ

ΤΑ ΜΕΛΗ

Α. ΠΑΠΑΝΔΡΕΟΥ, ΣΤ. ΚΩΣΤΟΠΟΥΛΟΣ, Ι. ΤΟΥΜΠΑΣ, Κ. ΜΗΤΣΟΤΑΚΗΣ, Ι. ΖΙΓΔΗΣ, ΣΤ. ΧΟΥΤΑΣ, ΑΝΔΡ. ΚΟΚΚΕΒΗΣ, Δ. ΠΑΠΑΣΠΥΡΟΥ, Π. ΒΑΡΔΙΝΟΓΙΑΝΝΗΣ, ΑΘ. ΚΑΝΕΛΛΟΠΟΥΛΟΣ, Π. ΠΟΛΥΧΡΟΝΙΔΗΣ, ΜΙΧ. ΣΤΕΦΑΝΙΔΗΣ, Ν. ΚΟΥΝΤΟΥΡΗΣ, ΑΓΓ. ΑΓΓΕΛΟΥΣΗΣ, ΕΤΑΓΓ. ΑΡΒΑΝΙΤΑΚΗΣ, Γ. ΜΤΛΩΝΑΣ.

Ἐθεωρήθη καὶ ἐτέθη ἡ μεγάλη τοῦ Κράτους σφραγίς.

Ἐν Ἀθήναις τῇ 4 Νοεμβρίου 1964.

Ο ΕΠΙ ΤΗΣ ΔΙΚΑΙΟΣΥΝΗΣ ΥΠΟΥΡΓΟΣ

Ν. ΜΠΑΚΟΠΟΥΛΟΣ

Arrangement Européen

pour la protection des émissions de television

Les Gouvernements signataires, Membres du Conseil de l' Europe,

Considérant que le but du Conseil de l' Europe est de réaliser une union plus étroite entre ses Membres;

Considérant que les échanges de programmes de télévision entre les pays européens sont de nature à contribuer à la réalisation de ce but;

Considérant que ces échanges sont entravés par l' impossibilité où se trouvent la plupart des organismes de télévision d' interdire la réémission, la fixation et la communication au public de leurs émissions, alors que, notamment, les organisateurs de manifestations artistiques ou les promoteurs d' événements sportifs subordonnent l' autorisation de diffusion vers d' autres pays à la garantie que les relais ne seront utilisés à d' autres fins que la réception privée;

Considérant que la protection internationale des émissions de télévision n' affectera d' aucune façon les droits des tiers pouvant exister au sujet de ces émissions;

Considérant que ce problème revêt un caractère d' urgence, compte tenu de la mise en place, à travers l' Europe, d' installations et de liaisons rendant dès maintenant techniquement aisés les échanges de programmes entre organismes européens de télévision;

Considérant qu' en attendant l' établissement d' une convention à vocation universelle sur les droits dits «voisins» actuellement envisagée, il faut que soit conclu un arrangement régional, restreint dans son objet aux émissions de television et limité dans sa durée,

Sont convenus de ce qui suit :

Article 1er

Les organismes de radiodiffusion constitués sur le territoire d' une Partie à l' Arrangement en conformité de la loi de celle-ci ou effectuant des émissions sur un tel territoire jouissent, en ce qui concerne toutes leurs émissions de télévision :

1. sur le territoire de toutes les Parties à l' Arrangement, du droit d' autoriser ou d' interdire :

(a) la réémission de ces émissions;

(b) la distribution au public de ces émissions par fil;

(c) la communication au public de ces émissions par tout instrument transmetteur de signes, de sons ou d' images;

(d) toute fixation de ces émissions ou de leurs images isolées et toute reproduction de cette fixation; et

(e) le réémission, la distribution par fil ou la communication au public au moyen des fixations ou reproductions visées à la lettre (d) ci-dessus, sauf si l' organisme titulaire du droit a autorisé la vente au public de ces fixations ou reproductions;

2. sur le territoire de toute autre Partie à l' Arrangement, de la même protection que cette autre Partie accorde aux organismes de radiodiffusion constitués sur son territoire en conformité de sa loi ou effectuant des émissions sur son territoire, lorsque cette protection est plus large que celle prévue au chiffre 1 ci-dessus.

Article 2

1. Sous réserve de l' application des dispositions du chiffre 2 de l' article 1er, et des articles 31 et 14, la protection prévue au chiffre 1 de l'article 1er prendra fin à l' expiration de la dixième année civile qui suit celle au cours de laquelle la première émission a été effectuée sur le territoire d'une Partie à l' Arrangement.

2. Aucune Partie à l' Arrangement n' est tenue, en vertu des dispositions du chiffre 2 de l' article 1er, d' accorder aux émissions des organismes de radiodiffusion constitués sur le territoire d' une autre Partie à l' Arrangement en conformité de la loi de celle-ci ou effectuant des émissions sur le territoire de cette même Partie, une protection plus longue que celle accordée par cette autre Partie.

Article 3

1. Les Parties à l' Arrangement ont la faculté, moyennant la déclaration prévue à l' article 10, et en ce qui concerne leur territoire :

(a) d' exclure la protection prévue au chiffre 1, lettre (b), de l' article 1er;

(b) d' exclure la protection prévue au chiffre 1, lettre (c), de l' article 1er, lorsque la communication au public n' est pas faite contre paiement au sens de leur loi interne;

(c) d' exclure la protection prévue au chiffre 1, lettre (d), de l' article 1er, lorsqu' il y a fixation ou reproduction de cette fixation pour un usage privé ou dans le seul but d' enseignement;

(d) d' exclure la protection prévue au chiffre 1. lettre (d) et (e), de l' article 1er, lorsqu' il y a fixation d' images isolées ou reproduction d' une telle fixation;

(e) d' exclure de la protection prévue par l' Arrangement les émissions de télévision des organismes de radiodiffusion constitués sur leur territoire en conformité de leur loi ou effectuant des émissions sur ce territoire, lorsque ces émissions bénéficient d' une protection selon leur loi interne;

(f) de limiter l' application de l' Arrangement aux organismes de radiodiffusion qui, constitués sur le territoire d' une Partie à l' Arrangement en conformité de la loi de celle-ci, effectuent des émissions sur le territoire de cette Partie.

2. Les mêmes Parties ont la faculté de prévoir, en ce qui concerne leur territoire, des exceptions à la protection des emissions de télévision.

(a) lorsque, à l' occasion du compte rendu d' un événement d' actualité, il y a réémission, fixation ou reproduction de la fixation, distribution par fil ou communication au public de courts fragments d' une émission constituant elle-même tout ou partie de cet événement;

(b) lorsqu' il y a fixation éphémère d' émissions de télévision réalisée par un organisme de radiodiffusion par ses propres moyens et pour ses émissions.

3. Les mêmes Parties ont la faculté, en ce qui concerne leur territoire, de désigner un organe qui pourra être saisi des cas où le droit de communication au public visé au chiffre 1, lettre (c), de l' article 1er, aura été refusé arbitrairement ou accordé à des conditions excessives par l' organisme de radiodiffusion titulaire de ce droit.

Article 4

1. Les fixations d' une émission protégée par l' Arrangement ou d' une image isolée de celle-ci, ainsi que les reproductions de ces fixations, réalisées sur un territoire auquel l' Arrangement ne s' applique pas et importées dans le territoire d' une Partie à l' Arrangement sur lequel elles seraient illicites sans l' autorisation de l' organisme de radiodiffusion titulaire du droit, pourront y être saisies.

2. La disposition de l' alinéa précédent est applicable à l' importation dans le territoire d' une Partie à l' Arrangement de fixations de l' image d' une émission protégée par l' Arrangement ainsi que de reproductions de ces fixations, lorsqu' elles sont réalisées sur le territoire d' une autre Partie à l' Arrangement en vertu des dispositions de l' alinée 1, lettre (d), de l' article 3.

3. La saisie a lieu conformément à la loi interne de chaque Partie à l' Arrangement.

4. Aucune Partie à l' Arrangement n' est tenue de prévoir une protection contre la fixation d' images isolées, ni la reproduction de cette fixation, des émissions d' un organisme de radiodiffusion constitué sur le territoire d' une autre Partie à l' Arrangement en conformité de la loi de celle–ci ou effectuant des émissions sur un tel territoire, lorsque cette autre Partie a fait usage de la réseve prévue à l' alinéa 1, lettre (d) de l' article 3.

Article 5

La protection prévue par l' Arrangement s' applique à l' émission de télévision, a la fois dans son élément visuel et dans son élément sonore. Elle ne vise pas l' élément sonore diffusé séparément.

Article 6

1. La protection prévue à l' article 1er n' affecte aucun des droits pouvant exister au regard d' une émission de télévision au profit de tiers, notamment ceux des auteurs, artistes executants ou interprètes, des producteurs de films ou de phonogrammes et des organisateurs de spectacles.

2. Elle laisse également intacte la protection des émissions de télévision résultant d' autres sources de droit.

Article 7

1. L' Arrangement est ouvert à la signature des Membres du Conseil de l' Europe, qui peuvent y devenir Parties :

(a) par la signature sans réserve de ratification; ou

(b) par la signature sous réserve de ratification suivie du dépôt d' un instrument de ratification.

2. Les instruments de ratification seront déposés près le Secrétaire Général du Conseil de l' Europe.

Article 8

1. L' arrangement entrera en vigueur un mois après la date à laquelle trois Membres du Conseil de l' Europe auront, conformément aux disposition de l' article 7, signé l' Arrangement sans réserve de ratification ou l' auront ratifié.

2. Pour tout Membre qui, ultérieurement, signera l' Arrangement sans réserve de ratification ou le ratifiera, l' Arrangement entrera en vigueur un mois après la date de la signature ou du dépôt de l' instrument de ratification.

Article 9

1. Après l' entrée en vigueur de l' Arrangement, tout gouvernement curopéen non Membre du Conseil de l' Europe ou tout gouvernement d' un pays non européen ayant des liens politiques avec un Membre du Conseil pourra y adhérer avec l' accord préalable du Comité des Ministres du Conseil de l' Europe.

2. L' adhésion s' effectuera par le dépôt, près le Secrétaire Général du Conseil de l' Europe, d' un intrument d'adhèsion qui prendra effet un mois après la date du dépôt.

Article 10

La signature, la ratification ou l' adhésion emportera de plein droit l' acceptation de toutes les dispositions de l' Arrangement. Chaque Partie devra specifier, au moment de la signature ou du dépôt de l' instrument de ratification ou d' adhésion, quelles sont les réserves prévues à l' alinéa 1 de l' article 3 dont elle entend faire usage.

Article 11

Le Secrétaire Général du Conseil de l' Europe notifiera aux Membres du Conseil, aux gouvernements des pays qui auront adhéré à l' Arrangement ainsi qu' au Directeur du Bureau de l' Union internationale pour la protection des oeuvres litteraires et artistiques :

(a) toute signature avec les réserves éventuelles de ratification, le dépôt de tout instrument de ratification et la date de l' entrée en vigueur de l' Arrangement;

(b) le dépôt de tout instrument d' adhésion effectué en application des dispositions de l' article 9

(c) toute déclaration et toute notification reçues en application des dispositions des articles 12, 13 ou 14;

(d) toute décision du Comité des Ministres intervenue en application de l' alinéa 2 de l' article 13.

Article 12

1. L' Arrangement s' applique aux territoires métropolitains des Parties.

2. Toute Partie peut, au moment de la signature, du dépôt de son instrument de ratification ou d' adhésion, ou à tout autre moment par la suite, declarer, par notification adressée au Secrétaire Général du Conseil de l' Europe, que l' Arrangement s' appliquera à l' ensemble ou à l' un des territoires dont elle assure les relations internationales.

3. Toute gouvernement qui, en vertu de l' alinéa 2 du present article, aura fait une déclaration étèndant l' application de l' Arrangement à un territoire dont il assure les relations internationales, peut dénoncer l' Arrangement séparément pour ce territoire conformément à l' article 14 ci–dessous.

Article 13

1. L' Arrangement cessera de déployer ses effets, excepté en ce qui concerne les fixations déjà réalisées, lorsqu' une convention sur les droits dits «voisins», comportant une protection des émissions de télévision et ouverte, entre autres, aux pays européens, sera entrée en vigueur à l' égard d' au moins la majorité des Membres du Conseil de l' Europe et Parties à l' Arrangement.

2. Le Comité des Ministres du Conseil de l' Europe constatera en temps voulu l' accomplissement des conditions prévues à l' alinéa précédent pour la cessation des efferts de l' Arrangement

Article 14

Toute Partie pourra mettre fin, en ce qui la concerne, à l' Arrangement en donnant un préavis d' un an notifié à cet effet au Secrétaire Général du Conseil de l' Europe.

En foi de quoi, les soussignés, dûment autorisés à cet effet, ont signé le présent Arrangement.

Fait à Strasbourg, le 22 juin 1960, en français et en anglais, les deux textes faisant également foi, en un seul exemplaire, qui sera déposé dans les archives du Conseil de l' Europe. Le Secrétaire Général en communiquera des copies certifiées conformes à tous les Gouvernements signataires et adhérents, ainsi qu' au Directeur du Bureau de l' Union internationale pour la protection des oeuvres littéraires et artistiques.

Pour le Gouvernement de la République d'Autriche :

Pour le Gouvernement du Royaume de Belgique :
sous réserve de ratification :

Pour le Gouvernement du Royaume de Danemark :
sous réserve de ratification :
V. U. HAMMERSHAIMB

Pour le Gouvernement de la République française :
LEOCOMPTE BOINET

Pour le Gouvernement de la République fédérale d'Allemagne :
sous réserve de ratification :

Pour le Gouvernement du Royaume de Grèce :
sous réserve de ratification :
N. CAMBALOURIS

Pour le Gouvernement de la République islandaise :
Pour le Gouvernement d'Irlande :
sous réserve de ratification :
THOMAS WOODS
Pour le Gouvernement de la République italienne :
sous réserve de ratification :
BOMBASSEI DE VETTOR
Pour le Gouvernement du Grand Duché de Luxembuorg:
sous réserve de ratificatios :
Pour le Gouvernement du Royaume des Pays-Bas :
Pour le Gouvernement du Royaume de Norvège :
Pour le Gouvernement du Royaume de Suède :
sous réserve de ratification :
Pour le Gouvernement de la République turque :
sous réserve de ratification :
M. BOROVALI
Pour le Gouvernement du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et l'Irlande du Nord :
sous réserve de ratification :

ΕΥΡΩΠΑΪΚΗ ΣΥΜΦΩΝΙΑ

Περὶ τῆς Προστασίας τῶν Ἐκπομπῶν Τηλεοράσεως.

Αἱ ὑπογράφουσαι Κυβερνήσεις, Μέλη τοῦ Συμβουλίου τῆς Εὐρώπης,

Ἔχουσαι ὑπ' ὄψιν ὅτι σκοπὸς τοῦ Συμβουλίου τῆς Εὐρώπης εἶναι ἡ σύσφιξις τῶν μεταξὺ τῶν Μελῶν αὐτοῦ ὑφισταμένων δεσμῶν,

Θεωροῦσαι τὴν ἀνταλλαγὴν τῶν προγραμμάτων τηλεοράσεως μεταξὺ τῶν εὐρωπαϊκῶν χωρῶν ὡς φύσει συμβάλλουσαν εἰς τὴν ἐπίτευξιν τοῦ σκοποῦ τούτου,

Θεωροῦσαι τὰς ἀνταλλαγὰς ταύτας ὡς παρακωλυομένας ἐκ τῆς ἀδυναμίας εἰς ἣν εὑρίσκονται πλεῖστοι τῶν ὀργανισμῶν τηλεοράσεως, ὅπως ἀπαγορεύσωσι τὴν ἀναμετάδοσιν, τὴν ἐγγραφὴν καὶ τὴν δημοσίαν προβολὴν τῶν ἐκπομπῶν αὐτῶν, καθ' ἣν στιγμήν, συγκεκριμένως, οἱ ὀργανοῦντες καλλιτεχνικὰς ἐκδηλώσεις ἢ οἱ μεταδίδοντες ἀθλητικὰ γεγονότα συναρτῶσι τὴν ἄδειαν μεταδόσεως τούτων πρὸς ἄλλας χώρας πρὸς τὴν ἐγγύησιν ὅτι αἱ ἀναμεταδόσεις αὗται δὲν θὰ χρησιμοποιηθῶσι δι' ἄλλον τινα σκοπὸν ἐκτὸς τοῦ προγράμματος τῶν ἀκροατῶν,

Πιστεύουσαι ὅτι ἡ διεθνὴς προστασία τῶν ἐκπομπῶν τῆς τηλεοράσεως δὲν θέλει προσβάλῃ καθ' οἱανδήποτε ἔννοιαν τὰ τυχὸν ὑφιστάμενα δικαιώματα τρίτων ἐπὶ τοῦ ἀντικειμένου τῶν ἐκπομπῶν τούτων,

Θεωροῦσαι τὸ πρόβλημα τοῦτο ὡς ἐπειγούσης φύσεως, λαμβανομένης ὑπ' ὄψιν τῆς ὑπάρξεως ἀνὰ τὴν Εὐρώπην, ἐγκαταστάσεων καὶ συνδέσεων καθιστωσῶν ἀπὸ τοῦδε τεχνικῶς εὐχερεῖς τὰς ἀνταλλαγὰς προγραμμάτων μεταξὺ εὐρωπαϊκῶν ὀργανισμῶν τηλεοράσεως,

Θεωροῦσαι ὅτι ἐν ἀναμονῇ συστάσεως τῆς μελετωμένης ἤδη διεθνοῦς συμφωνίας ἐπὶ τῶν λεγομένων «συγγενῶν» δικαιωμάτων, δέον ὅπως συναφθῇ περιφερειακὸν σύμφωνον περιωρισμένης διαρκείας ἔχον ὡς ἀντικείμενον μόνον τὰς ἐκπομπὰς τηλεοράσεως,

Συνεφώνησαν καὶ συναπεδέχθησαν τὰ ἀκόλουθα :

Ἄρθρον 1.

Οἱ ὀργανισμοὶ ραδιοφωνίας οἱ συσταθέντες ἐπὶ τοῦ ἐδάφους τινὸς τῶν ἐν τῇ Συμφωνίᾳ Μερῶν κατὰ τοὺς νόμους τοῦ Μέρους τούτου ἢ οἱ πραγματοποιοῦντες ἐκπομπὰς ἐπὶ τοιούτου ἐδάφους ,ἀπολαμβάνουσιν, εἰς ὅ,τι ἀφορᾷ εἰς τὰς ἐκπομπὰς τηλεοράσεως :

1. Ἐπὶ τοῦ ἐδάφους πάντων τῶν ἐν τῇ Συμφωνίᾳ Μερῶν, τοῦ δικαιώματος ὅπως ἐπιτρέπωσιν ἢ ἀπαγορεύωσιν :

(α) τὴν ἀναμετάδοσιν τῶν ἐκπομπῶν τούτων,

(β) τὴν μετάδοσιν τῶν ἐκπομπῶν τούτων εἰς τὸ κοινὸν διὰ κλειστοῦ κυκλώματος,

(γ) τὴν μετάδοσιν τῶν ἐκπομπῶν τούτων εἰς τὸ κοινὸν διὰ παντὸς μέσου μεταδόσεως σημάτων, ἤχων ἢ εἰκόνων,

(δ) πᾶσαν ἐγγραφὴν τῶν ἐκπομπῶν τούτων ἢ μεμονωμένων εἰκόνων αὐτῶν ὡς καὶ πᾶσαν ἀναπαραγωγὴν τῆς ἐγγραφῆς ταύτης, καὶ

(ε) τὴν ἀναμετάδοσιν ,τὴν μετάδοσιν διὰ κλειστοῦ κυλώματος ἢ τὴν μετάδοσιν εἰς τὸ κοινὸν τῇ βοηθείᾳ ἐγγραφῶν ἢ ἀναπαραγωγῶν, περὶ ὧν τὸ ὕπερθεν ὑπὸ στοιχεῖον (δ) ἐδάφιον, ἐκτὸς ἐὰν ὁ ὀργανισμός, ὅστις τυγχάνει φορεὺς τῶν δικαιωμάτων ἐπιτρέψῃ τὴν πώλησιν εἰς τὸ κοινὸν τῶν ἐγγραφῶν ἢ τῶν ἀναπαραγωγῶν τούτων.

2. Ἐπὶ τοῦ ἐδάφους πάντὸς ἑτέρου τῶν ἐν τῇ Συμφωνίᾳ Μερῶν, τῆς αὐτῆς προστασίας, τὴν ὁποίαν τὸ ἕτερον τοῦτο Μέρος παρέχει πρὸς τοὺς ὀργανισμοὺς ραδιοφωνίας τοὺς συσταθέντας κατὰ Νόμον ἐπὶ τοῦ ἐδάφους αὐτοῦ ἢ τοὺς πραγματοποιοῦντας ἐκπομπὰς ἐπὶ τοῦ ἐδάφους αὐτοῦ, ὁσάκις ἡ τοιαύτη προστασία εἶναι εὐρυτέρα τῆς προβλεπομένης ἐν τῇ ὡς ἄνω ὑπ' ἀριθ. 1 παραγράφῳ.

Ἄρθρον 2.

1. Κατὰ τὴν ἐφαρμογὴν τῶν διατάξεων τῆς ὑπ' ἀριθ. 2 παραγράφου τοῦ ἄρθρου 1 καὶ τῶν ἄρθρων 13 καὶ 14, ἡ ἐν τῇ ὑπ' ἀριθ. 1 παραγράφῳ τοῦ ἄρθρου 1 προστασία παύει ὑφισταμένη κατὰ τὴν λῆξιν τοῦ δεκάτου πολιτικοῦ ἔτους ἀπὸ ἐκείνου, καθ' ὃ ἐπραγματοποιήθη τὸ πρῶτον ἡ ἐκπομπὴ ἐπὶ τοῦ ἐδάφους ἑνὸς τῶν ἐν τῇ Συμφωνίᾳ Μερῶν.

2. Οὐδὲν τῶν ἐν τῇ Συμφωνίᾳ Μερῶν ὑποχρεοῦται, βάσει τῶν διατάξεων τῆς ὑπ' ἀριθ. 2 παραγράφου τοῦ ἄρ. 1, ὅπως παράσχῃ εἰς τὰς ἐκπομπὰς τῶν ὀργανισμῶν ραδιοφωνίας, τῶν συσταθέντων ἐπὶ τοῦ ἐδάφους ἑτέρου τινὸς τῶν ἐν τῇ Συμφωνίᾳ Μερῶν κατὰ τοὺς Νόμους τούτου ἢ πραγματοποιούντων ἐκπομπὰς ἐπὶ τοῦ ἐδάφους τοῦ ἰδίου τούτου Μέρους, προστασίαν μακροτέραν τῆς παρεχομένης ὑπὸ τοῦ ἑτέρου τούτου Μέρους.

Ἄρθρον 3.

1. Τὰ ἐν τῇ Συμφωνίᾳ Μέρη, βάσει τῆς προβλεπομένης ἐν τῷ ἄρθρῳ 10 δηλώσεως καὶ ὡς πρὸς τὴν ἰδίαν αὐτῶν ἐπικράτειαν, δύνανται :

(α) Νὰ ἀποκλείσωσι τὴν ἐν τῇ ὑπ' ἀριθ. 1 παραγράφῳ, ἐδάφιον (β) τοῦ ἄρθρου 1 προβλεπομένην προστασίαν.

(β) Νὰ ἀποκλείσωσι τὴν ἐν τῇ ὑπ' ἀριθ. 1 παραγράφῳ, ἐδάφιον (γ) τοῦ ἄρθρου 1 προβλεπομένην προστασίαν, ὁσάκις κατὰ τὴν ἔννοιαν τοῦ ἐσωτερικοῦ αὐτῶν δικαίου, ἡ μετάδοσις εἰς τὸ κοινὸν δὲν ὑπόκειται εἰς καταβολὴν δικαιωμάτων.

(γ) Νὰ ἀποκλείσωσι τὴν ἐν τῇ ὑπ' ἀριθ. 1 παραγράφῳ, ἐδάφιον (δ) τοῦ ἄρθρου 1 προβλεπομένην προστασίαν, ὁσάκις πρόκειται περὶ ἐγγραφῆς ἢ ἀναπαραγωγῆς τῆς τοιαύτης ἐγγραφῆς δι' ἰδιωτικὴν χρῆσιν ἢ δι' ἐκπαιδευτικοὺς ἀποκλειστικῶς σκοπούς.

(δ) Νὰ ἀποκλείσωσι τὴν ἐν τῇ ὑπ' ἀριθ. 1 παραγράφῳ, ἐδάφια (δ) καὶ (ε) τοῦ ἄρθρου 1 προβλεπομένην προστασίαν, ὁσάκις πρόκειται περὶ ἐγγραφῆς μεμονωμένων εἰκόνων ἢ ἀναπαραγωγῆς τοιαύτης τινος ἐγγραφῆς.

(ε) Νὰ ἐξαιρέσωσι τῆς ὑπὸ τῆς Συμφωνίας προβλεπομένης προστασίας τὰς ἐκπομπὰς τηλεοράσεως τῶν ὀργανισμῶν ραδιοφωνίας, τῶν συσταθέντων κατὰ Νόμον ἐπὶ τοῦ ἐδάφους αὐτῶν ἢ πραγματοποιούντων ἐκπομπὰς ἐπὶ τοῦ ἐδάφους τούτου, ἐφ' ὅσον αἱ ἐκπομπαὶ αὗται προστατεύονται ὑπὸ τῆς ἰδίας αὐτῶν νομοθεσίας.

(στ) Νὰ περιορίσωσι τὴν ἐφαρμογὴν τῆς Συμφωνίας εἰς τοὺς ὀργανισμοὺς ραδιοφωνίας, οἵτινες, συσταθέντες ἐπὶ τοῦ ἐδάφους τινὸς τῶν ἐν τῇ Συμφωνίᾳ Μερῶν κατὰ τοὺς νόμους τούτου, πραγματοποιοῦσιν ἐκπομπὰς ἐπὶ τοῦ ἐδάφους τοῦ Μέρους τούτου.

2. Τὰ αὐτὰ Μέρη ἔχουσι τὴν δυνατότητα ὅπως θεσπίσωσιν ἐπὶ τοῦ ἰδίου αὐτῶν ἐδάφους, ἐξαιρέσεις ἐκ τῆς προστασίας τῶν ἐκπομπῶν τηλεοράσεως ὡς ἀκολούθως :

(α) Ὁσάκις ἐπ' εὐκαιρίᾳ περιγραφῆς ἐπικαίρου τινὸς γεγονότος, πραγματοποιεῖται ἀναμετάδοσις, ἐγγραφὴ ἢ ἀναπαραγωγὴ τῆς ἐγγραφῆς, μετάδοσις διὰ κλειστοῦ κυκλώματος ἢ μετάδοσις εἰς τὸ κοινὸν βραχέων ἀποσπασμάτων ἐκπομπῆς συνιστώσης αὐτῆς καθ' ἑαυτὴν ὅλον ἢ μέρος τοῦ γεγονότος τούτου .

(β) Ὁσάκις πρόκειται περὶ προσκαίρου ἐγγραφῆς ἐκπομπῶν τηλεοράσεως, πραγματοποιηθείσης παρά τινος ὀργα-

νισμοῦ ραδιοφωνίας διὰ τῶν ἰδίων αὐτοῦ μέσων καὶ διὰ τὰς ἰδίας αὐτοῦ ἐκπομπάς.

3. Τὰ αὐτὰ Μέρη ἔχουσι τὸ δικαίωμα ὅπως ὁρίσωσιν ἐπὶ τοῦ ἐδάφους αὐτῶν ὄργανον ὅπερ θὰ ἐπιλαμβάνεται τῶν περιπτώσεων καθ' ἃς προβάλλεται αὐθαίρετος ἄρνησις ἢ ὑπερβολικαὶ ἀξιώσεις ἀπὸ μέρους τοῦ φορέως τῶν δικαιωμάτων ὀργανισμοῦ ραδιοφωνίας πρὸς παροχὴν τοῦ δικαιώματος μεταδόσεως εἰς τὸ κοινόν, περὶ οὗ ἡ ὑπ' ἀριθ. 1 παράγραφος, ἐδάφιον (γ) τοῦ ἄρθρου 1.

Ἄρθρον 4.

1. Αἱ ἐγγραφαὶ ἐκπομπῆς τινός, προστατευομένης παρὰ τῆς Συμφωνίας ἢ μεμονωμένης εἰκόνος ταύτης, ὡς καὶ αἱ ἀναπαραγωγαὶ τῶν ἐγγραφῶν τούτων, αἱ πραγματοποιηθεῖσαι ἐπὶ ἐδάφους, ἐπὶ τοῦ ὁποίου δὲν ἔχει ἐφαρμογὴν ἡ Συμφωνία καὶ εἰσαχθεῖσαι εἰς τὴν ἐπικράτειαν οἱουδήποτε τῶν ἐν τῇ Συμφωνίᾳ Μερῶν, ἔνθα ἤθελον εἶναι παράνομοι ἄνευ τῆς ἀδείας τοῦ φορέως τῶν δικαιωμάτων ὀργανισμοῦ ραδιοφωνίας, δύναται νὰ κατασχεθῶσι.

2. Ἡ διάταξις τῆς προηγουμένης παραγράφου τυγχάνει ὡσαύτως ἐφαρμογῆς κατὰ τὴν περίπτωσιν εἰσαγωγῆς εἰς τὴν ἐπικράτειαν ἑνὸς τῶν ἐν τῇ Συμφωνίᾳ Μερῶν ἐγγραφῶν μεμονωμένης εἰκόνος ἐκπομπῆς προστατευομένης ὑπὸ τῆς Συμφωνίας ὡς καὶ τῶν ἀναπαραγωγῶν τῶν ἐγγραφῶν τούτων, ὁσάκις αὗται κατεσκευάσθησαν ἐπὶ τοῦ ἐδάφους ἑτέρου τινὸς τῶν ἐν τῇ Συμφωνίᾳ Μερῶν κατ' ἐφαρμογὴν τῶν διατάξεων τῆς παραγράφου 1, ἐδάφιον (5) τοῦ ἄρθρου 3.

3. Ἡ κατάσχεσις πραγματοποιεῖται συμφώνως πρὸς τὸν σχετικὸν Νόμον ἑκάστου τῶν ἐν τῇ Συμφωνίᾳ Μερῶν.

4. Οὐδὲν τῶν ἐν τῇ Συμφωνίᾳ Μερῶν ὑποχρεοῦται εἰς πρόβλεψιν προστασίας κατὰ τῆς ἐγγραφῆς μεμονωμένων εἰκόνων καὶ τῆς ἀναπαραγωγῆς τῆς ἐγγραφῆς ταύτης ἐκ τῶν ἐκπομπῶν ὀργανισμοῦ τινὸς ραδιοφωνίας, συσταθέντος ἐπὶ τοῦ ἐδάφους ἑτέρου τῶν ἐν τῇ Συμφωνίᾳ Μερῶν κατὰ τοὺς νόμους αὐτοῦ ἢ πραγματοποιοῦντος ἐκπομπὰς ἐπὶ τοιούτου ἐδάφους, ὅταν τὸ ἕτερον τοῦτο Μέρος ἔκαμε χρῆσιν τῆς ἐν παραγράφῳ 1, ἐδάφιον (δ) τοῦ ἄρθρου 3 προβλεπομένης ἐπιφυλάξεως.

Ἄρθρον 5.

Ἡ ὑπὸ τῆς Συμφωνίας προβλεπομένη προστασία καλύπτει τὰς ἐκπομπὰς τηλεοράσεως τόσον ὡς πρὸς τὸ ὀπτικόν, ὅσον καὶ ὡς πρὸς τὸ ἠχητικὸν στοιχεῖον αὐτῶν. Δὲν καλύπτει τὸ κεχωρισμένως ἐκπεμπόμενον ἠχητικὸν στοιχεῖον.

Ἄρθρον 6.

1. Ἡ ὑπὸ τοῦ ἄρθρου 1 προβλεπομένη προστασία οὐδόλως θίγει οἱοδήποτε ὑφιστάμενον τυχὸν δικαίωμα τρίτων σχετικῶς πρὸς ἐκπομπὰς τηλεοράσεως, καὶ συγκεκριμένως τὰ τοιαῦτα τῶν συγγραφέων ,τῶν ἐκτελεστῶν καλλιτεχνῶν ἢ τῶν ἑρμηνευτῶν, τῶν παραγωγῶν τῶν ταινιῶν ἢ τῶν φωνογραμμάτων καὶ τῶν ὀργανωτῶν τῶν θεαμάτων.

2. Οὐδόλως θίγει ὡσαύτως τὴν προστασίαν ἐκπομπῶν τηλεοράσεως τὴν ἀπορρέουσαν ἐξ ἄλλων πηγῶν δικαίου.

Ἄρθρον 7.

1. Ἡ Συμφωνία εἶναι ἀνοικτὴ πρὸς ὑπογραφὴν παρὰ τῶν Μελῶν τοῦ Συμβουλίου τῆς Εὐρώπης, ἅτινα δύνανται νὰ μετάσχωσι ταύτης :

(α) διὰ τῆς ὑπογραφῆς ταύτης ἄνευ ἐπιφυλάξεως ὡς πρὸς τὴν κύρωσιν ἢ

(β) διὰ τῆς ὑπογραφῆς μετ' ἐπιφυλάξεως ὡς πρὸς τὴν ἐπικύρωσιν ἐπακολουθούσης τῆς καταθέσεως ὀργάνου κυρώσεως.

2. Τὰ ὄργανα κυρώσεως θέλουσι κατατεθῆ παρὰ τῷ Γενικῷ Γραμματεῖ τοῦ Συμβουλίου τῆς Εὐρώπης.

Ἄρθρον 8.

1. Ἡ Συμφωνία θέλει τεθῆ ἐν ἰσχύϊ μετὰ πάροδον μηνὸς ἀπὸ τῆς ἡμερομηνίας, καθ' ἣν τρία Μέλη τοῦ Συμβουλίου τῆς Εὐρώπης, συμφώνως πρὸς τὰς διατάξεις τοῦ ἄρθρου 7, θέλουσιν ὑπογράψει τὴν Συμφωνίαν ἄνευ ἐπιφυλάξεως ὡς πρὸς τὴν ἐπικύρωσιν ἢ θέλουσι κυρώσει ταύτην.

2. Διὰ πᾶν Μέλος, ὅπερ μεταγενεστέρως ἤθελεν ὑπογράψει τὴν Συμφωνίαν ἄνευ ἐπιφυλάξεως ὡς πρὸς τὴν ἐπικύρωσιν ἢ ἤθελε κυρώσει ταύτην, ἡ Συμφωνία τίθεται ἐν ἰσχύϊ μετὰ πάροδον μηνὸς ἀπὸ τῆς ἡμερομηνίας ὑπογραφῆς ἢ τῆς καταθέσεως τοῦ ὀργάνου κυρώσεως.

Ἄρθρον 9.

1. Ἀφ' ἧς τεθῇ ἐν ἰσχύϊ ἡ Συμφωνία ,πᾶσα εὐρωπαϊκὴ κυβέρνησις μὴ Μέλος τοῦ Συμβουλίου τῆς Εὐρώπης ἢ πᾶσα κυβέρνησις μὴ εὐρωπαϊκῆς χώρας ἔχουσα πολιτικὰς σχέσεις μετά τινος Μέλους τοῦ Συμβουλίου, δύναται νὰ προσχωρήσῃ εἰς ταύτην κατόπιν συγκαταθέσεως τῆς Ἐπιτροπῆς ἐξ Ὑπουργῶν τοῦ Συμβουλίου τῆς Εὐρώπης.

2. Ἡ προσχώρησις θέλει πραγματοποιηθῆ διὰ καταθέσεως παρὰ τῷ Γενικῷ Γραμματεῖ τοῦ Συμβουλίου τῆς Εὐρώπης ὀργάνου προσχωρήσεως ἧς ἡ ἰσχὺς ἄρχεται μετὰ πάροδον μηνὸς ἀπὸ τῆς ἡμερομηνίας καταθέσεως.

Ἄρθρον 10.

Ἡ ὑπογραφή, ἡ κύρωσις ἢ ἡ προσχώρησις συνεπάγεται αὐτοδικαίως τὴν ἀποδοχὴν πασῶν τῶν διατάξεων τῆς Συμφωνίας. Ἕκαστον Μέρος δέον νὰ διευκρινήσῃ, κατὰ τὸν χρόνον τῆς ὑπογραφῆς ἢ τῆς καταθέσεως τοῦ ὀργάνου κυρώσεως ἢ προσχωρήσεως, ποίων ἐκ τῶν ἐπιφυλάξεων τῶν προβλεπομένων ἐν τῇ παραγράφῳ 1 τοῦ ἄρθρου 3 προτίθεται νὰ κάμῃ χρῆσιν.

Ἄρθρον 11.

Ὁ Γενικὸς Γραμματεὺς παρὰ τῷ Συμβουλίῳ τῆς Εὐρώπης θέλει γνωστοποιήσει πρὸς τὰ Μέλη τοῦ Συμβουλίου, πρὸς τὰς κυβερνήσεις τῶν χωρῶν, αἵτινες ἤθελον προσχωρήσει εἰς τὴν Συμφωνίαν, ὡς καὶ πρὸς τὸν Διευθυντὴν τοῦ Γραφείου τῆς Διεθνοῦς Ἑνώσεως διὰ τὴν προστασίαν τῶν Λογοτεχνικῶν καὶ Καλλιτεχνικῶν Ἔργων :

(α) Πᾶσαν ὑπογραφὴν μετ' ἐνδεχομένων ἐπιφυλάξεων διὰ τὴν ἐπικύρωσιν, τὴν κατάθεσιν παντὸς ὀργάνου κυρώσεως, καὶ τὴν ἡμερομηνίαν ἐνάρξεως τῆς ἰσχύος τῆς Συμφωνίας.

(β) Τὴν κατάθεσιν παντὸς ὀργάνου προσχωρήσεως, γενομένης κατ' ἐφαρμογὴν τῶν διατάξεων τοῦ ἄρθρου 9.

(γ) Πᾶσαν δήλωσιν καὶ πᾶσαν γνωστοποίησιν, περιελθούσας αὐτῷ κατ' ἐφαρμογὴν τῶν διατάξεων τῶν ἄρθρων 12, 13 ἢ 14.

(δ) Πᾶσαν ἀπόφασιν τῆς Ἐπιτροπῆς ἐξ Ὑπουργῶν, ληφθεῖσαν κατ' ἐφαρμογὴν τῆς παραγράφου 2 τοῦ ἄρθρου 13.

Ἄρθρον 12.

1. Ἡ Συμφωνία τυγχάνει ἐφαρμογῆς ἐπὶ τῶν μητροπολιτικῶν ἐδαφῶν τῶν Μερῶν.

2. Πᾶν Μέρος δύναται, κατὰ τὸν χρόνον τῆς ὑπογραφῆς, τῆς καταθέσεως παρ' αὐτοῦ τοῦ σχετικοῦ ὀργάνου κυρώσεως ἢ προσχωρήσεως ἢ καθ' οἱονδήποτε ἄλλον χρόνον ἐν συνεχείᾳ, νὰ δηλώσῃ δι' ἀνακοινώσεως ἀπευθυνομένης πρὸς τὸν Γενικὸν Γραμματέα παρὰ τῷ Συμβουλίῳ τῆς Εὐρώπης, ὅτι ἡ Συμφωνία θὰ τύχῃ ἐφαρμογῆς ἐπὶ τοῦ συνόλου ἢ ἐπὶ ἑνὸς τῶν ἐδαφῶν, τῶν ὁποίων διασφαλίζει τὰς διεθνεῖς σχέσεις.

3. Πᾶσα κυβέρνησις ἥτις, κατ' ἐφαρμογὴν τῆς παραγράφου 2 τοῦ παρόντος ἄρθρου, ἤθελε προβῆ εἰς δήλωσιν περὶ ἐπεκτάσεως τῆς ἐφαρμογῆς τῆς παρούσης Συμφωνίας ἐπὶ ἐδάφους τοῦ ὁποίου διασφαλίζει τὰς διεθνεῖς σχέσεις, δύναται νὰ καταγγείλῃ τὴν Συμφωνίαν κεχωρισμένως διὰ τὸ ἔδαφος τοῦτον συμφώνως πρὸς τὸ κατωτέρω ἄρθρον 14.

Ἄρθρον 13.

1. Ἡ Συμφωνία θὰ παύσῃ ἀσκοῦσα τὰ ἀποτελέσματα αὐτῆς, ἐξαιρέσει τῆς περιπτώσεως τῶν ἤδη πραγματοποιηθεισῶν ἐγγραφῶν, ἀφ' ἧς σύμβασις περὶ τῶν λεγομένων «συγγενῶν» δικαιωμάτων, ἐπαγομένη τὴν προστασίαν τῶν ἐκπομπῶν τηλεοράσεως καὶ ἀνοικτὴν μεταξὺ ἄλλων καὶ εἰς τὰς εὐρωπαϊκὰς χώρας, τεθῇ ἐν ἰσχύϊ τοὐλάχιστον ὡς πρὸς τὴν πλειονότητα τῶν Μελῶν τοῦ Συμβουλίου τῆς Εὐρώπης, τῶν μετεχόντων εἰς τὴν Συμφωνίαν.

2. Ἡ Ἐπιτροπὴ ἐξ Ὑπουργῶν τοῦ Συμβουλίου τῆς Εὐρώπης, θὰ διαπιστώσῃ ἐν καιρῷ τῷ δέοντι τὴν ὕπαρξιν τῶν ὑπὸ τῆς προηγουμένης παραγράφου προβλεπομένων συνθηκῶν πρὸς κατάργησιν τῆς Συμφωνίας.

Ἄρθρον 14.

Πᾶν μέρος δύναται νὰ καταγγείλῃ, ὡς πρὸς ἑαυτό, τὴν Συμφωνίαν, μετὰ προειδοποίησιν ἑνὸς ἔτους, ἀπευθυνομένην

πρὸς τὸν Γενικὸν Γραμματέα παρὰ τῷ Συμβουλίῳ τῆς Εὐρώπης.

Εἰς πίστωσιν τούτων, οἱ ὑπογεγραμμένοι, δεόντως ἐξουσιοδοτημένοι πρὸς τοῦτο, ὑπέγραψαν τὴν παροῦσαν Συμφωνίαν.

Συνετάγη ἐν Στρασβούργῳ, τὴν 22αν Ἰουνίου 1960, γαλλιστὶ καὶ ἀγγλιστί, ἀμφοτέρων τῶν κειμένων ἐχόντων τὸ αὐτὸ κῦρος, εἰς ἓν καὶ μοναδικὸν ἀντίτυπον, ὅπερ θέλει κατατεθῇ εἰς τὰ ἀρχεῖα τοῦ Συμβουλίου τῆς Εὐρώπης. Ὁ Γενικὸς Γραμματεὺς θέλει ἀποστείλῃ πιστὰ κεκυρωμένα ἀντίγραφα ταύτης πρὸς πάσας τὰς ὑπογραψάσας καὶ προσχωρησάσας Κυβερνήσεις ὡς καὶ πρὸς τὸν Διευθυντὴν τοῦ Γραφείου τῆς Διεθνοῦς Ἑνώσεως διὰ τὴν προστασίαν τῶν λογοτεχνικῶν καὶ καλλιτεχνικῶν ἔργων.

Διὰ τὴν Κυβέρνησιν τῆς Δημοκρατίας τῆς Αὐστρίας :

Διὰ τὴν Κυβέρνησιν τοῦ Βασιλείου τοῦ Βελγίου :
(μὲ τὴν ἐπιφύλαξιν ἐπικυρώσεως)

Διὰ τὴν Κυβέρνησιν τοῦ Βασιλείου τῆς Δανίας :
(μὲ τὴν ἐπιφύλαξιν ἐπικυρώσεως)
V. U. HAMMERSHAIMB

Διὰ τὴν Κυβέρνησιν τῆς Γαλλικῆς Δημοκρατίας
LECOMPTE BOINET

Διὰ τὴν Κυβέρνησιν τῆς Ὁμοσπόνδου Γερμανικῆς Δημοκρατίας :
(μὲ τὴν ἐπιφύλαξιν ἐπικυρώσεως)

Διὰ τὴν Κυβέρνησιν τοῦ Βασιλείου τῆς Ἑλλάδος :
(μὲ τὴν ἐπιφύλαξιν ἐπικυρώσεως)
Ν. ΚΑΜΠΑΛΟΥΡΗΣ

Διὰ τὴν Κυβέρνησιν τῆς Ἰσλανδικῆς Δημοκρατίας :
(μὲ τὴν ἐπιφύλαξιν ἐπικυρώσεως)
T. WOODS

Διὰ τὴν Κυβέρνησιν τῆς Ἰταλικῆς Δημοκρατίας :
(μὲ τὴν ἐπιφύλαξιν ἐπικυρώσεως)
BOMBASSEI DE VETTOR

Διὰ τὴν Κυβέρνησιν τοῦ Μ. Δουκάτου τοῦ Λουξεμβούργου :
(μὲ τὴν ἐπιφύλαξιν ἐπικυρώσεως)

Διὰ τὴν Κυβέρνησιν τοῦ Βασιλείου τῶν Κάτω Χωρῶν :

Διὰ τὴν Κυβέρνησιν τοῦ Βασιλείου τῆς Νορβηγίας :

Διὰ τὴν Κυβέρνησιν τοῦ Βασιλείου τῆς Σουηδίας :
(μὲ τὴν ἐπιφύλαξιν ἐπικυρώσεως)

Διὰ τὴν Κυβέρνησιν τῆς Τουρκικῆς Δημοκρατίας :
(μὲ τὴν ἐπιφύλαξιν ἐπικυρώσεως)
M. BOKOVALI

Διὰ τὴν Κυβέρνησιν τοῦ Ἡν. Βασιλείου τῆς Μ. Βρεταννίας καὶ Β. Ἰρλανδίας :
(μὲ τὴν ἐπιφύλαξιν ἐπικυρώσεως).

(2)

ΝΟΜΟΘ. ΔΙΑΤΑΓΜΑ ΥΠ' ΑΡΙΘ. 4415

Περὶ κυρώσεως τοῦ Συμφώνου «διὰ τὴν προσωρινὴν εἰσαγωγὴν ἀτελῶς, ὑπὸ μορφὴν χρησιδανείου, ὑλικοῦ ἰατροχειρουργικοῦ καὶ ἐργαστηριακοῦ διὰ τὰ ὑγειονομικὰ ἱδρύματα, πρὸς τὸν σκοπὸν διαγνώσεως ἢ θεραπείας» ὑπογραφέντος ἐν Στρασβούργῳ τὴν 28ην Ἀπριλίου 1960.

ΚΩΝΣΤΑΝΤΙΝΟΣ
ΒΑΣΙΛΕΥΣ ΤΩΝ ΕΛΛΗΝΩΝ

Ἔχοντες ὑπ' ὄψει τὰς διατάξεις τοῦ ἄρθρου 35 τοῦ Συντάγματος καὶ τὴν ἀπὸ 12 Ὀκτωβρίου 1964 σύμφωνον γνώμην τῆς κατὰ τὴν παράγραφον 2 τοῦ αὐτοῦ ἄρθρου 35 Εἰδικῆς Ἐπιτροπῆς ἐκ Βουλευτῶν, προτάσει τοῦ Ἡμετέρου Ὑπουργικοῦ Συμβουλίου, ἀπεφασίσαμεν καὶ διατάσσομεν:

Ἄρθρον μόνον.

Κυροῦται καὶ ἔχει ἰσχὺν Νόμου τὸ ὑπογραφὲν ἐν Στρασβούργῳ τὴν 28ην Ἀπριλίου 1960 Σύμφωνον «διὰ τὴν προσωρινὴν εἰσαγωγὴν ἀτελῶς, ὑπὸ μορφὴν χρησιδανείου, ὑλικοῦ ἰατροχειρουργικοῦ καὶ ἐργαστηριακοῦ διὰ τὰ ὑγειονομικὰ ἱδρύματα, πρὸς τὸν σκοπὸν διαγνώσεως ἢ θεραπείας», τοῦ ὁποίου τὸ κείμενον ἕπεται ἐν τῷ εἰς τὴν γαλλικὴν πρωτοτύπῳ καὶ ἐν Ἑλληνικῇ μεταφράσει.

Ἐν Ἀθήναις τῇ 31 Ὀκτωβρίου 1964.

ΚΩΝΣΤΑΝΤΙΝΟΣ
Β.

ΤΟ ΥΠΟΥΡΓΙΚΟΝ ΣΥΜΒΟΥΛΙΟΝ
Ο ΠΡΟΕΔΡΟΣ
ΓΕΩΡΓ. ΠΑΠΑΝΔΡΕΟΥ

ΤΑ ΜΕΛΗ

Α. ΠΑΠΑΝΔΡΕΟΥ, ΣΤ. ΚΩΣΤΟΠΟΥΛΟΣ, Ι. ΤΟΥΜΠΑΣ, Κ. ΜΗΤΣΟΤΑΚΗΣ, Ι. ΖΙΓΔΗΣ, ΣΤ. ΧΟΥΤΑΣ, ΑΝΔΡ. ΚΟΚΚΕΒΗΣ, Δ. ΠΑΠΑΣΠΥΡΟΥ, Π. ΒΑΡΔΙΝΟΓΙΑΝΝΗΣ, ΑΘ. ΚΑΝΕΛΛΟΠΟΥΛΟΣ, Π. ΠΟΛΥΧΡΟΝΙΔΗΣ, ΜΙΧ. ΣΤΕΦΑΝΙΔΗΣ, Ν. ΚΟΥΝΤΟΥΡΗΣ, ΑΓΓ. ΑΓΓΕΛΟΥΣΗΣ, ΕΥΑΓΓ. ΑΡΒΑΝΙΤΑΚΗΣ, Γ. ΜΥΛΩΝΑΣ.

Ἐθεωρήθη καὶ ἐτέθη ἡ μεγάλη τοῦ Κράτους σφραγίς.

Ἐν Ἀθήναις τῇ 4 Νοεμβρίου 1964.

Ο ΕΠΙ ΤΗΣ ΔΙΚΑΙΟΣΥΝΗΣ ΥΠΟΥΡΓΟΣ
Ν. ΜΠΑΚΟΠΟΥΛΟΣ

ACCORD

Pour l'Importation Temporaire en Franchise de Douane, à titre de prêt gratuit et à des fins Diagnostiques ou Thérapeutiques, de Matériel Médico-Chirurgical et de Laboratoire Destiné aux Etablissements Sanitaires.

Les Gouvernements signataires, Membres du Conseil de l'Europe,

Considérant que, par suite de circonstances exceptionnelles, un Etat peut se trouver subitement démuni du matérial médico-chirurgical et de laboratoire qui lui permettrait de satisfaire aux besoins les plus urgents de sa population;

Considérant qu'il est souhaitable de faciliter le franchissement des frontières au matériel médico-chirurgical et de laboratoire que des Etats membres seraient susceptibles de mettre à la disposition d'autres Etats membres;

Considérant d'autre part que le but du Conseil de l'Europe est de réaliser une union plus étroite entre ses Membres et de favoriser leur progrès économique et social, notamment par la conclusion d'accords européens;

Reconnaissant qu'un accord permettant la libre circulation du matériel médico-chirurgical et de laboratoire serait un moyen efficace d'atteindre ce but,

Sont convenus de ce qui suit;

Article 1er

1. Les Parties Contractantes, pour autant qu'elles disposent de réserves suffisantes pour leurs propres besoins, mettront du matériel médico-chirurgical et de laboratoire, à titre de prêt gratuit, à la disposition des autres Parties Contractantes qui, se trouvant dans des circonstances exceptionnelles, en ont un besoin urgent; ce matériel sera envoyé sur demande de la Partie intéressée et sera rendu ultérieurement.

2. Toute Partie Contractante bénéficiaire des dispositions du paragraphe précédent accordera toutes les facilités possibles pour l'importation temporaire, sur son territoire, du matériel prêté.

Article 2

1. La durée de l' importation temporaire ne dépassera pas six mois ; elle est renouvelable dans les mêmes conditions en accord avec le pays d' exportation.

2. Ces facilités concerneront uniquement le matériel médicochirurgical et de laboratoire destiné aux hôpitaux et aux autres établissements sanitaires. Elles comporteront l' octroi de licences éventuellement nécessaires pour la mise sous régime d'importation temporaire et la suspension des droits et taxes à l' importation (y compris tous les droits et taxes perçus à l' occasion de l' importation). Cependant, les autorités du pays d' importation temporaire peuvent se faire rembourser les frais correspondant au coût des services rendus.

Article 3

Les dispositions des articles ler et 2 n'empêcheront pas les autorités compétentes de l' Etat d' importation de prendre les mesures nécessaires, soit pour s' assurer que les objets admis temporairement seront réexportés dés que les circonstances exceptionnelles ou que la période limite prévue au paragraphe 1 de l' article 2 auront pris fin, soit pour garantir le paiement des droits et taxes en cas de non — réexportation.

Article 4

Les dispositions du présent Accord ne portent pas atteinte aux dispositions plus favorables à l' importation temporaire du matériel visé à l' article ler, contenues soit dans la législation ou les réglemente de toute Partie Contractante, soit dans tout autre convention, traité ou accord en vigueur entre deux ou plusieurs des Parties Contractantes.

Article 5

1. Le présent Accord est ouvert à la signature des Membres du Conseil de l'Europe qui peuvent en devenir Parties par :

(a) la signature sans réserve de ratification, ou

(b) la signature sous réserve de ratification suivie de ratification.

2. Les instruments de ratification seront déposés près le Secrétaire Général du Conseil de l' Europe.

Article 6

1. Le présent Accord entrera en vigueur trois mois après la date à laquelle trois Membres du Conseil, conformément aux dispositions de l' article 5, auront signé l' Accord sans réserve de ratification ou l' auront ratifié.

2. Pour tout Membre qui, ultérieurement, signera l' Accord sans réserve de ratification ou le ratifiera, l' Accord entrera en vigueur trois mois après la signature ou le dépôt de l' instrument de ratification.

Article 7

Le Comité des Ministres du Conseil de l' Europe peût inviter tout Etat non membre du Conseil à adhérer au présent Accord. L' adhésion prendra effet trois mois après le dépôt de l' instrument d' adhésion auprès du Secrétaire Général du Conseil de l' Europe.

Article 8

Le Secrétaire Général du Conseil de l' Europe notifiera aux Membres du Conseil et aux Etats adhérents :

(a) la date de l' entrée en vigueur du présent Accord et les noms des Membres l' ayant signé sans réserve de ratification ou l' ayant ratifié;

(b) le dépôt de tout instrument d' adhésion effectué en application des dispositions de l' article 7.

Article 9

1. Le présent Accord demeurera en vigueur sans limitation de durée.

2. Toute Partie Contractante pourra mettre fin, en ce qui la concerne, à l' application du présent Accord, en donnant un préavis d' un an à cet effet au Secrétaire Général du Conseil de l' Europe.

En foi de quoi, les soussignés, dûment autorisés à cet effet, ont signé le présent Accord.

Fait à Strasbourg, le 28 avril 1960 en français et en anglais, les deux textes faisant également foi, en un seul exemplaire, qui sera déposé dans les archives du Conseil de l' Europe. Le Secrétaire Général en communiquera des copies certifiées conformes à tous les gouvernements signataires et adhérents.

Pour le Gouvernement de la République d' Autriche :

Pour le Gouvernement du Royaume de Belgique :

Pour le Gouvernement du Royaume de Danemark :

sous réserve de ratification
J. O. KRAG

Pour le Gouvernement de la République française :
LECOMPTE BOINET

Pour le Gouvernement de la République fédérale d' Allemagne :

sous réserve de ratification
Dr. Hans Joachim von MERKATZ

Pour le Gouvernement du Royaume de Grèce :

sous réserve de ratification
CAMBALOURIS

Pour le Gouvernement de la République islandaise :

Pour le Gouvernement d' Irlande :
Thomas WOODS

Pour le Gouvernement de la République italienne :

sous réserve de ratification
BOMBASSEI de VETTOR

Pour le Gouvernement du Grand Duché de Luxembourg:

sous réserve de ratification
Pierre WURTH

Pour le Gouvernement du Royaume des Pays-Bas :

Pour le Gouvernement du Royaume de Norvège;
Hans ENGEN

Pour le Gouvernement du Royaume de Suède :

sous réseve de ratification
Leif BELERAGE

Pour le Gouvernement de la République turque :

sous réseve de ratification

Pour le Gouvernement du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d' Irlande du Nord :
John H. PECK

ΣΥΜΦΩΝΟΝ

Διὰ τὴν προσωρινὴν εἰσαγωγὴν ἀτελῶς, ὑπὸ μορφὴν χρησιδανείου, ὑλικοῦ ἰατροχειρουργικοῦ καὶ ἐργαστηριακοῦ διὰ τὰ ὑγειονομικὰ ἱδρύματα, πρὸς τὸν σκοπὸν διαγνώσεως ἢ θεραπείας.

Αἱ ὑπογράφουσαι Κυβερνήσεις, Μέλη τοῦ Συμβουλίου τῆς Εὐρώπης.

Ἔχουσαι ὑπ' ὄψιν ὅτι, συνεπείᾳ ἐξαιρετικῶν περιστάσεων, πᾶν Κράτος δύναται νὰ εὑρεθῇ ἀπροόπτως ἄνευ τοῦ ἰατροχειρουργικοῦ καὶ ἐργαστηριακοῦ ὑλικοῦ, ὅπερ θὰ τῷ ἐπέτρεπεν ὅπως ἀντεπεξέλθῃ εἰς τὰς πλέον ἐπειγούσας ἀνάγκας τοῦ πληθυσμοῦ αὐτοῦ.

Θεωροῦσαι εὐκταῖον ὅπως διευκολυνθῇ ἡ διακίνησις ἰατροχειρουργικοῦ καὶ ἐργαστηριακοῦ ὑλικοῦ, τὸ ὁποῖον Κράτη-μέλη ἤθελον θέσει εἰς τὴν διάθεσιν ἑτέρων Κρατῶν μελῶν.

Ἔχουσαι ὑπ' ὄψιν ἀφ' ἑτέρου ὅτι σκοπὸς τοῦ Συμβουλίου τῆς Εὐρώπης εἶναι ἡ σύσφιξις τῶν μεταξὺ τῶν Μελῶν αὐτοῦ ὑφισταμένων δεσμῶν καὶ ἡ προαγωγὴ τῆς οἰκονομικῆς καὶ κοινωνικῆς προόδου αὐτῶν καὶ δὴ διὰ τῆς συνάψεως εὐρωπαϊκῶν συμφώνων.

Ἀναγνωρίζουσαι ὅτι σύμφωνον, ἐξασφαλίζον τὴν ἐλευθέραν διακίνησιν ἰατροχειρουργικοῦ καὶ ἐργαστηριακοῦ ὑλικοῦ ἤθελεν ἀποτελέσει οὐσιαστικὸν μέσον πρὸς ἐπίτευξιν τοῦ σκοποῦ τούτου.

Συνωμολόγησαν καὶ συναπεδέχθησαν τὰ ἀκόλουθα :

Ἄρθρον 1ον

1. Τὰ συμβαλλόμενα Μέρη, ἐφ' ὅσον διαθέτουσι ἐπαρκῆ ἀποθέματα διὰ τὰς ἰδίας αὐτῶν ἀνάγκας, θέλουσι θέσει εἰς τὴν διάθεσιν ἑτέρων ἐκ τῶν Συμβαλλομένων Μερῶν, ὑπὸ μορφὴν χρησιδανείου, ἰατροχειρουργικὸν καὶ ἐργαστηριακὸν ὑλικόν, οὗτινος, λόγῳ ἐξαιρετικῶν περιπτώσεων, ἔχουσι ταῦτα ἐπείγουσαν ἀνάγκην. Τὸ ὑλικὸν τοῦτο ἀποσταλήσεται τῇ αἰτήσει τοῦ ἐνδιαφερομένου Μέρους, θέλει δὲ ἐπιστραφῆ ἀργότερον.

2. Πᾶν Συμβαλλόμενον Μέρος, ἐπ' ὠφελείᾳ τοῦ ὁποίου ἤθελον ἐφαρμοσθῆ αἱ διατάξεις τῆς προηγουμένης παραγράφου, θὰ παράσχῃ πᾶσαν δυνατὴν διευκόλυνσιν πρὸς προσωρινὴν εἰσαγωγὴν εἰς τὴν ἐπικράτειαν αὐτοῦ, τοῦ ἐπὶ δανεισμῷ παρεχομένου ὑλικοῦ.

Ἄρθρον 2ον

1. Ἡ προθεσμία τῆς προσκαίρου εἰσαγωγῆς δὲν θὰ ὑπερβαίνῃ τὸ ἑξάμηνον. Αὕτη δύναται ν' ἀνανεωθῇ ὑπὸ τὰς αὐτὰς προϋποθέσεις, ἀπὸ συμφώνου μετὰ τῆς Χώρας ἐξαγωγῆς.

2. Αἱ διευκολύνσεις ἀφορῶσιν ἀποκλειστικῶς εἰς τὸ ἰατροχειρουργικὸν καὶ ἐργαστηριακὸν ὑλικόν, τὸ προοριζόμενον διὰ νοσοκομεῖα καὶ λοιπὰ ὑγειονομικὰ ἱδρύματα. Εἰς ταύτας περιλαμβάνεται ἡ ἔκδοσις τῶν ἀπαραιτήτων ἀδειῶν διὰ τὴν προσωρινὴν εἰσαγωγὴν τοῦ ὑλικοῦ τούτου καὶ ἡ ἀπαλλαγὴ ἀπὸ δασμῶν καὶ τελῶν εἰσαγωγῆς (περιλαμβανομένων τῶν πάσης φύσεως δασμῶν καὶ τελῶν, τῶν ἐπιβαλλομένων κατὰ τὰς εἰσαγωγάς), πλὴν τῶν ἐπιβαρύνσεων ἐκ πραγματικῶν ἐξόδων, γενομένων παρὰ τῶν ἀρχῶν τῆς Χώρας προσωρινῆς εἰσαγωγῆς.

Ἄρθρον 3ον

Αἱ διατάξεις τῶν ἄρθρων 1 καὶ 2 δὲν κωλύουσι τὴν παρὰ τῶν ἀρχῶν τῆς Χώρας εἰσαγωγῆς λῆψιν τῶν ἀναγκαίων μέτρων, εἴτε πρὸς ἐξασφάλισιν τῆς ἐπανεξαγωγῆς τῶν προσωρινῶς εἰσαχθέντων εἰδῶν εὐθὺς ὡς αἱ περιπτώσεις ἀνάγκης ἢ ἡ προθεσμία, ἡ προβλεπομένη ἐν τῇ παραγράφῳ 1 τοῦ ἄρθρου 2, λήξωσιν, εἴτε πρὸς ἐξασφάλισιν τῆς καταβολῆς δικαιωμάτων καὶ τελῶν ἐν περιπτώσει μὴ ἐπανεξαγωγῆς.

Ἄρθρον 4ον

Αἱ διατάξεις τοῦ παρόντος Συμφώνου δὲν ἐπηρεάζουσι τὰς εὐνοϊκωτέρας διατάξεις περὶ προσωρινῆς εἰσαγωγῆς τοῦ προβλεπομένου ἐν τῷ 1ῳ ἄρθρῳ ὑλικοῦ, τὰς περιεχομένας εἴτε εἰς τὴν νομοθεσίαν ἢ εἰς τοὺς κανονισμοὺς παντὸς Συμβαλλομένου Μέρους, εἴτε εἰς πᾶσαν ἄλλην σύμβασιν, συνθήκην ἢ σύμφωνον ἰσχῦον μεταξὺ δύο ἢ πλειόνων ἐκ τῶν Συμβαλλομένων Μερῶν.

Ἄρθρον 5ον

1. Τὸ παρὸν Σύμφωνον εἶναι ἀνοικτὸν πρὸς ὑπογραφὴν παρὰ τῶν Μελῶν τοῦ Συμβουλίου τῆς Εὐρώπης, ἅτινα δύνανται νὰ προσχωρήσωσιν εἰς τοῦτο διά :

(α) ὑπογραφῆς ἄνευ ἐπιφυλάξεως διὰ τὴν ἐπικύρωσιν ἢ

(β) ὑπογραφῆς σὺν τῇ ἐπιφυλάξει ἐπικυρώσεως, ἐπακολουθούσης τῆς ἐπικυρώσεως.

2. Αἱ κυρωτικαὶ πράξεις θέλουσι κατατεθῆ παρὰ τῷ Γενικῷ Γραμματεῖ τοῦ Συμβουλίου τῆς Εὐρώπης.

Ἄρθρον 6ον

1. Τὸ παρὸν Σύμφωνον θέλει τεθῆ ἐν ἰσχύϊ τρεῖς μήνας μετὰ τὴν ἡμερομηνίαν, καθ' ἣν, τρία Μέλη τοῦ Συμβουλίου, συμφώνως πρὸς τὰς διατάξεις τοῦ ἄρθρου 5, θὰ ὑπογράψωσιν ἀνεπιφυλάκτως τὸ Σύμφωνον ἢ θὰ ἐπικυρώσωσι τοῦτο.

2. Διὰ πᾶν Μέλος ὅπερ μεταγενεστέρως ἤθελεν ὑπογράψει τὸ Σύμφωνον ἄνευ ἐπιφυλάξεως ἐπικυρώσεως ἢ ἤθελε κυρώσει τοῦτο, τὸ Σύμφωνον τίθεται ἐν ἰσχύϊ τρεῖς μήνας μετὰ τὴν ὑπογραφὴν ἢ τὴν κατάθεσιν τῆς σχετικῆς κυρωτικῆς πράξεως.

Ἄρθρον 7ον

Ἡ ἐξ Ὑπουργῶν Ἐπιτροπὴ τοῦ Συμβουλίου τῆς Εὐρώπης δύναται νὰ καλέσῃ πᾶν Κράτος μὴ μέλος τοῦ Συμβουλίου ὅπως προσχωρήσῃ εἰς τὸ παρὸν Σύμφωνον. Ἡ προσχώρησις ἄρχεται ἰσχύουσα τρεῖς μῆνας μετὰ τὴν κατάθεσιν τῆς πράξεως προσχωρήσεως παρὰ τῷ Γενικῷ Γραμματεῖ τοῦ Συμβουλίου τῆς Εὐρώπης.

Ἄρθρον 8ον

Ὁ Γενικὸς Γραμματεὺς παρὰ τῷ Συμβουλίῳ τῆς Εὐρώπης θέλει γνωστοποιήσει εἰς τὰ Μέλη τοῦ Συμβουλίου καὶ εἰς τὰ προσχωροῦντα Κράτη :

(α) Τὴν ἡμερομηνίαν ἐνάρξεως ἰσχύος τοῦ παρόντος Συμφώνου καὶ τὰ ὀνόματα τῶν ἄνευ ἐπιφυλάξεως ἐπικυρώσεως ὑπογραψάντων ἢ τῶν κυρωσάντων τοῦτο Μελῶν,

(β) Τὴν κατάθεσιν παντὸς ἐγγράφου προσχωρήσεως, πραγματοποιηθείσης κατ' ἐφαρμογὴν τῶν διατάξεων τοῦ ἄρθρου 7.

Ἄρθρον 9ον

1. Τὸ παρὸν Σύμφωνον θέλει παραμείνει ἐν ἰσχύϊ ἐπὶ ἀπεριόριστον χρόνον.

2. Πᾶν Συμβαλλόμενον Μέρος δύναται νὰ θέσῃ τέρμα, καθ' ὅσον ἀφορᾷ εἰς ἑαυτό, εἰς τὴν ἐφαρμογὴν τοῦ παρόντος Συμφώνου προειδοποιῶν σχετικῶς πρὸ ἑνὸς ἔτους τὸν Γενικὸν Γραμματέα παρὰ τῷ Συμβουλίῳ τῆς Εὐρώπης.

Εἰς πίστωσιν τούτων, οἱ ὑπογεγραμμένοι, δεόντως ἐξουσιοδοτημένοι πρὸς τοῦτο, ὑπέγραψαν τὸ παρὸν Σύμφωνον.

Συνετάγη ἐν Στρασβούργῳ, τὴν 28ῃ Ἀπριλίου 1960, γαλλιστὶ καὶ ἀγγλιστί, ἀμφοτέρων τῶν κειμένων ὄντων ἐξ ἴσου ἐγκύρων, εἰς ἓν καὶ μοναδικὸν ἀντίτυπον, ὅπερ θέλει κατατεθῆ εἰς τὰ ἀρχεῖα τοῦ Συμβουλίου τῆς Εὐρώπης. Ὁ Γενικὸς Γραμματεὺς θέλει ἀποστείλει πιστὰ κεκυρωμένα ἀντίγραφα, τούτου πρὸς πάσας τὰς ὑπογραψάσας καὶ προσχωρησάσας Κυβερνήσεις.

Διὰ τὴν Κυβέρνησιν τῆς Αὐστριακῆς Δημοκρατίας :

Διὰ τὴν Κυβέρνησιν τοῦ Βασιλείου τοῦ Βελγίου :

Διὰ τὴν Κυβέρνησιν τοῦ Βασιλείου τῆς Δανίας :
(μετ' ἐπιφυλάξεως διὰ τὴν ἐπικύρωσιν)
J. O. KRAG

Διὰ τὴν Κυβέρνησιν τῆς Γαλλικῆς Δημοκρατίας
LECOMPTE BOINET

Διὰ τὴν Κυβέρνησιν τῆς Ὁμοσπόνδου Δημοκρατίας τῆς Γερμανίας :
DR. H. J. VON MERKATZ

Διὰ τὴν Κυβέρνησιν τοῦ Βασιλείου τῆς Ἑλλάδος :
ΚΑΜΠΑΛΟΥΡΗΣ

Διὰ τὴν Κυβέρνησιν τῆς Ἰσλανδικῆς Δημοκρατίας:

Διὰ τὴν Κυβέρνησιν τῆς Ἰρλανδίας :
T. WOODS

Διὰ τὴν Κυβέρνησιν τῆς Ἰταλικῆς Δημοκρατίας :
(μετ' ἐπιφυλάξεως διὰ τὴν ἐπικύρωσιν)
BOMBASSEI DE VETTOR

Διὰ τὴν Κυβέρνησιν τοῦ Μ. Δουκάτου τοῦ Λουξεμβούργου :
(μετ' ἐπιφυλάξεως διὰ τὴν ἐπικύρωσιν)
P. WURTH

Διὰ τὴν Κυβέρνησιν τοῦ Βασιλείου τῶν Κάτω Χωρῶν :

Διὰ τὴν Κυβέρνησιν τοῦ Βασιλείου τῆς Νορβηγίας
H. ENGEN

Διὰ τὴν Κυβέρνησιν τοῦ Βασιλείου τῆς Σουηδίας
L. BELFRAGE

Διὰ τὴν Κυβέρνησιν τῆς Τουρκικῆς Δημοκρατίας
(μετ' ἐπιφυλάξεως διὰ τὴν ἐπικύρωσιν)

Διὰ τὴν Κυβέρνησιν τοῦ Ἡν. Βασιλείου τῆς Μ. Βρεταννίας καὶ Β. Ἰρλανδίας.
J. H. PECK

ΕΚ ΤΟΥ ΕΘΝΙΚΟΥ ΤΥΠΟΓΡΑΦΕΙΟΥ